

leur faudra des fonds supplémentaires pour se maintenir durant la prochaine année financière. En plus de l'ambassade au Venezuela, dont je vous ai déjà parlé, ces postes dont le statut a été changé comprennent ceux de Finlande, du Portugal et celui de notre délégation près l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Et puis, il y aura une ambassade en Espagne, tel qu'annoncé le 21 février. Cette extension de l'activité du ministère, qui a dû être retardée jusqu'à ce que notre personnel expérimenté soit quelque peu plus nombreux, explique en grande partie l'augmentation de nos frais.

Après vous avoir parlé des nouvelles missions diplomatiques, afin de vous éclairer davantage sur la question plus restreinte de la représentation dans le Sud-est asiatique, permettez-moi de traiter encore un peu de cette région et de faire quelques commentaires de portée générale sur les réalisations du Plan de Colombo. Au début de notre participation aux programmes d'aide technique pour le Sud et le Sud-est asiatiques, la contribution du Canada s'est bornée surtout à mettre ses facilités de formation à la disposition des sujets désignés pour formation par les Nations Unies et les gouvernements asiatiques. Nous sommes maintenant en mesure de signaler que le recrutement des techniciens canadiens devant servir dans les pays asiatiques s'est grandement amélioré. Les services fournis par ces experts canadiens ne se limitent pas aux fonctions consultatives. Les spécialistes que l'on recrute ne se contentent pas de conseiller les gouvernements intéressés, ils forment les gens du pays, qui sont alors en mesure de poursuivre les entreprises ou d'exécuter les programmes locaux de formation après le retour des spécialistes au Canada.

Ainsi, nous avons prêté au gouvernement de Ceylan, en vertu du Plan de Colombo, un professeur sénior d'agriculture, qui organisera la Faculté agricole nouvellement établie à l'Université de Ceylan. Un spécialiste de la conservation du sol, venant de l'Ouest canadien, est aussi parti pour ce pays où il prendra la direction du service de la conservation du sol, nouvellement organisé. L'Inde a reçu l'offre d'un spécialiste sénior en navigation et en manœuvre maritime pour diriger le Collège technique et du génie à Bombay, et d'un spécialiste de la formation professionnelle devant servir de conseiller du ministère indien du Travail en cette matière. Des pourparlers sont en cours au sujet de l'aide que nous pouvons accorder au gouvernement du Pakistan en vue de l'organisation d'un dépôt d'entretien de la machinerie agricole de ce pays. Les ingénieurs agricoles canadiens qui iront là-bas pour réaliser cette entreprise, formeront les jeunes Pakistanais qui, avec le temps, pourront se charger de l'entretien des instruments aratoires fournis à leur pays en vertu des programmes d'aide en immobilisations.

Tout en conseillant les gouvernements près desquels ils ont été dépêchés, les techniciens canadiens prêtés en application du programme de Colombo pourraient bien faire des recommandations d'où sortirait quelque entreprise d'immobilisation avec capital canadien dans ce pays. Ainsi les recommandations faites par un spécialiste canadien des pêcheries envoyé à Ceylan, il y a un an, ont été suivies d'une entreprise de développement des pêcheries dans ce pays, financée par le Canada en vertu de la partie du Plan de Colombo qui traite du capital d'exploitation. De la même façon, les entreprises d'immobilisations au moyen desquelles le Canada aide les pays prévus du Plan de Colombo font à leur tour appel au concours de techniciens. Par exemple, du fait que le Canada fournit du capital au Pakistan pour la construction d'une usine de ciment il a résulté que le gouvernement pakistanais a demandé que des ouvriers et ingénieurs choisis du Pakistan soient formés pour construire et faire fonctionner l'usine, à mesure que l'entreprise avance.

Sur la question du logement, qui a été mentionnée dans les recommandations du Comité l'an dernier, les membres ont pu remarquer qu'au crédit 88 une somme importante avait été inscrite en vue de fournir des logements à nos représentants à l'étranger. De plus, on se rappellera que nos notes expli-